

SENAT DE BELGIQUE**BELGISCHE SENAAT**

SESSION DE 1985-1986

ZITTING 1985-1986

14 MAI 1986

14 MEI 1986

**Projet de loi concernant les risques d'accidents
majeurs de certaines activités industrielles**

**Ontwerp van wet inzake de risico's van zware
ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten**

AMENDEMENTS PROPOSES
PAR M. GRYP

AMENDEMENTEN
VAN DE HEER GRYP

ART. 3bis

ART. 3bis

Insérer un article 3bis (nouveau), rédigé comme suit :

Een artikel 3bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Article 3bis. — § 1^{er}. Les fabricants déployant des activités industrielles visées à l'article 2, chiffre 1, sont tenus de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents industriels majeurs au sens de l'article 2, chiffre 3, et pour limiter au minimum les conséquences d'un accident éventuel de ce type.

« Artikel 3bis. — § 1. De fabrikanten van de in artikel 2, cijfer 1, bedoelde industriële activiteiten zijn gehouden alles in het werk te stellen om zware industriële ongevallen zoals bedoeld in artikel 2, cijfer 3, te voorkomen en de gevolgen van zulk een eventueel zwaar ongeval zoveel mogelijk te beperken.

Le fabricant doit faire un rapport sur les mesures prises au Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions. Ce rapport doit porter au moins sur les mesures prises en vue de protéger l'homme et l'environnement sur le site de l'entreprise, ainsi que sur les mesures prises pour parer à une extension des conséquences d'une région à une autre ou d'un pays à un autre.

De fabrikant moet een verslag uitbrengen van de genomen maatregelen aan de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort. Dit verslag moet ten minste bevatten de maatregelen genomen ter beveiliging van mens en milieu in het bedrijf, en de maatregelen die werden genomen om een uitbreiding van de gevolgen van een gewest naar een ander, of van één land naar een ander tegen te gaan.

R. A 13271

R. A 13271

Voir :

Zie :

Documents du Sénat :

Gedr. St. van de Senaat :

899 (1984-1985) :

899 (1984-1985) :

N° 1 : Projet de loi.

N° 1 : Ontwerp van wet.

257 (1985-1986) : N° 1.

257 (1985-1986) : N° 1.

N° 2 : Rapport.

N° 2 : Verslag.

N° 3 : Amendement.

N° 3 : Amendement.

§ 2. Le Roi détermine le contenu précis du rapport ainsi que sa forme.

S'il s'agit d'un nouveau procès ou d'une modification d'une activité industrielle existante, rapport doit être fait au préalable.

S'il s'agit d'une activité industrielle existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, le fabricant est tenu de déposer ledit rapport dans les deux ans de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Justification

Le texte de cet article nouveau contient celui de l'article 3 de la directive.

Le fabricant doit faire un rapport sur les mesures prises au même ministre que celui auquel il doit notifier ses activités industrielles. Dès lors, ces deux opérations peuvent se faire simultanément, ce qui rendra les choses plus claires pour le fabricant.

Le contenu minimum du rapport est déterminé de manière qu'il ne puisse engendrer aucune discorde sur le plan communautaire. En effet, dans son avis sur l'avant-projet, le Conseil d'Etat dit clairement que la police interne relève des compétences du législateur national.

D'autre part, les régions n'ont aucune compétence internationale (par exemple, la C.E.E. ne reconnaît que la Belgique en tant qu'Etat membre) et il y a contestation en diverses matières au sujet de la compétence d'échanger des informations entre les régions. L'Etat national a, par conséquent, également une mission à remplir en la matière.

Le paragraphe 2 a été rédigé en ces termes aussi conformes que possible à ceux de l'article 5 du projet.

ART. 6

A. Compléter le paragraphe 1^{er} de cet article par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions reçoit en outre le rapport relatif aux mesures visées à l'article 3bis. »

Justification

Il est proposé d'ajouter cette disposition pour prévenir tout litige éventuel.

B. Insérer au § 2, 1, de cet article, après les mots « la notification », les mots « visée à l'article 4 ».

Justification

Le premier alinéa est complété pour établir une distinction nette avec l'alinéa (nouveau) suivant.

C. Compléter le même § 2, 1, par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« Le ministre qui reçoit le rapport visé à l'article 3bis le transmet au ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions; il peut également le transmettre au ministre et au président, comme prévu à l'article 7, § 2, 1, premier alinéa. »

§ 2. De Koning stelt de nadere inhoud en de vorm van het verslag vast.

Betreft het een nieuw procédé, of een wijziging van een bestaande industriële activiteit, dan is een voorafgaande verslaggeving noodzakelijk.

Betreft het een bestaande industriële activiteit, op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, dan is de fabrikant verplicht het bedoelde verslag neer te leggen binnen twee jaar na de inwerkingtreding van deze wet. »

Verantwoording

Dit nieuw artikel bevat de tekst van artikel 3 van de Richtlijn.

De fabrikant moet verslag uitbrengen van de genomen maatregelen aan dezelfde Minister als waaraan hij kennisgeving moet doen van zijn industriële activiteiten. Dit kan dan tegelijkertijd geschieden en bevordert de duidelijkheid voor de fabrikant.

De minimale inhoud van het verslag is zo bepaald dat er geen communautaire twistappel kan ontstaan. Immers in haar advies bij het ontwerp stelt de Raad van State duidelijk dat de interne politie tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort.

Anderzijds hebben de gewesten geen internationale bevoegdheid (de EEG erkent enkel België als lid-staat b.v.) en is de bevoegdheid om gegevens uit te wisselen van het ene gewest tot het andere in verschillende aangelegenheden betwist. Hier is dus ook een taak weggelegd voor de nationale Staat.

De tweede paragraaf werd zoveel mogelijk conform het artikel 5 van het ontwerp opgesteld.

ART. 6

A. Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met een tweede lid, luidende :

« De Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort, neemt tevens het verslag van de maatregelen, bedoeld in artikel 3bis in ontvangst. »

Verantwoording

Deze aanvulling wordt voorgesteld om alle mogelijke geschillen vóór te zijn.

B. In § 2, 1, van dit artikel, na de woorden « de kennisgeving » in te voegen de woorden « bedoeld in artikel 4 ».

Verantwoording

Het eerste lid werd aangevuld om het onderscheid met de volgende (nieuwe) alinea duidelijk te maken.

C. Dezelfde § 2, 1, aan te vullen met een tweede lid, luidende :

« De Minister die het verslag bedoeld in artikel 3bis in ontvangst neemt geeft dit door aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en Arbeid behoort; hij kan het verslag ook doorgeven aan de Minister en de voorzitter zoals aangegeven in artikel 7, § 2, 1, eerste lid. »

Justification

Le présent amendement vise avant tout à ce que le rapport parvienne au ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions. Celui-ci assure en effet dans une large mesure le contrôle, entre autres, des conditions de travail (par exemple, Règlement général pour la protection du travail) et il est fort bien placé pour apprécier les mesures prises. Par ailleurs, le ministre de l'Environnement est aussi concerné directement et c'est à lui qu'est attribué le rôle coordinateur en matière de notification des activités industrielles. Il est par conséquent la personne la plus qualifiée pour intervenir aussi en la matière.

Le ministre qui a la Protection civile dans ses attributions et les présidents des exécutifs ne sont pas strictement concernés par cette matière; pourtant, ces renseignements peuvent leur être utiles également, et c'est la raison pour laquelle cette possibilité est offerte. En outre, la transmission ne rendrait pas la procédure désespérément compliquée.

ART. 13bis

Insérer un article 13bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 13bis. — § 1^{er}. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut, en concertation avec le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions, sur l'initiative de ce dernier ou de sa propre initiative, décider, sur la base du rapport visé à l'article 3bis, que les mesures prises par le fabricant offrent des garanties insuffisantes pour prévenir des accidents majeurs ou pour en limiter les conséquences.

A. S'il s'agit d'une nouvelle activité industrielle, le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut décider d'interdire la mise en œuvre de cette activité.

B. S'il s'agit d'une modification d'une activité industrielle qui peut avoir des répercussions sur les risques d'accidents majeurs, le Ministre peut décider d'interdire une modification de ladite activité.

C. S'il s'agit d'une activité industrielle qui existe au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Ministre peut décider d'interdire la poursuite de cette activité.

Le fabricant se voit donner le temps de cesser cette activité sans qu'il y ait de risque, avec une durée maximale d'un mois à dater de la notification de la décision du Ministre.

Le Ministre fait parvenir sa décision au fabricant dans un délai d'une semaine.

§ 2. Le fabricant peut introduire un recours contre la décision du ministre.

A cette fin, il doit remettre un rapport motivé au Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions et au Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions.

Ce recours doit leur parvenir dans un délai d'un mois à dater de la réception de la décision du ministre, à peine de nullité.

Verantwoording

Dit amendement strekt er vooreerst toe dat het verslag toekomt bij de minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en Arbeid behoort. Deze oefent immers grotendeels het toezicht uit op (ondermeer) de werk-omstandigheden (Algemeen reglement arbeidsbescherming bijvoorbeeld) en is best geplaatst om te oordelen over de getroffen maatregelen. De Minister voor Leefmilieu is anderzijds ook direct betrokken en krijgt de coördinerende rol toebedeeld voor de kennisgeving van de industriële activiteiten. Hij is dan ook de aangewezen persoon om ook hier op te treden.

De minister tot wiens bevoegdheid de Civiele Bescherming behoort en de voorzitters van de executieven zijn in deze aangelegenheid niet strikt betrokken; toch kan de informatie ook voor hen van nut zijn, vandaar dat deze mogelijkheid wordt opengelaten. Bovendien zou het doorgeven de procedure niet hopeloos ingewikkeld maken.

ART. 13bis

Een artikel 13bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 13 bis. — § 1. De Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort, kan, in overleg met de Minister tot wiens bevoegdheid Tewerkstelling en Arbeid behoort op diens initiatief of op eigen initiatief, besluiten op basis van het verslag bedoeld in artikel 3bis dat de door de fabrikant getroffen maatregelen onvoldoende garantie bieden om zware ongevallen te voorkomen of om de gevolgen ervan te beperken.

A. Betreft het een nieuwe industriële activiteit, dan kan de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort, tot een verbod van opstarten van deze activiteit besluiten.

B. Betreft het een wijziging van een industriële activiteit die invloed kan hebben op de risico's van zware ongevallen, dan kan de Minister tot een verbod tot wijziging van de industriële activiteit besluiten.

C. Betreft het een industriële activiteit die bestaat op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, dan kan de Minister besluiten tot het verbod deze activiteit verder te zetten.

De fabrikant krijgt dan de tijd om deze activiteit stop te zetten zonder dat hierbij gevaar optreedt, met een maximum duur van één maand na de kennisgeving van het besluit van de Minister.

De Minister laat zijn besluit binnen de week aan de fabrikant geworden.

§ 2. Tegen het besluit van de Minister kan beroep worden aangetekend door de fabrikant.

Deze moet hiertoe een gemotiveerd verslag neerleggen bij de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort en aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en Arbeid behoort.

Dit beroep moet toekomen binnen de maand na ontvangst van het besluit van de minister, op straffe van nietigheid.

Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions et le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions prennent conjointement — après réception du nouveau rapport du fabricant, après avoir éventuellement entendu celui-ci, et sur l'avis motivé d'une commission scientifique indépendante — une nouvelle décision concernant la sécurité de l'activité industrielle refusée.

Cette décision est prise au plus tard un mois après la réception du recours. Elle est communiquée au fabricant dans un délai d'une semaine.

Le fabricant ne peut plus introduire de recours contre cette décision. S'il s'agit d'une activité industrielle qui existe au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, le fabricant dispose d'un mois à dater de la réception de la nouvelle décision pour cesser l'activité refusée.

§ 3. Le fabricant qui ne se conforme pas à ces décisions est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 100 000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Il encourt une astreinte de 100 francs à 100 000 francs par journée de dépassement des délais prévus. »

Justification

Ces paragraphes donnent au ministre les instruments concrets de son action.

Le paragraphe 1^{er} confère aux ministres le pouvoir d'interdire, selon le cas, la mise en œuvre ou la modification d'une activité industrielle si celle-ci est jugée trop dangereuse ou s'il n'a pas été pris de mesures suffisantes pour limiter les risques, et même, lorsqu'il s'agit d'un procédé existant, de faire cesser cette activité après un délai raisonnable.

Les délais fixés sont choisis de manière à permettre d'agir rapidement, mais en évitant la précipitation. Ils garantissent également au fabricant une sécurité et une marge de manœuvre suffisantes.

Le paragraphe 2 traite de la possibilité de recours contre la décision ministérielle.

Ici également, nous proposons un calendrier très serré, mais précis. Un élément important est l'avis motivé de la « commission scientifique indépendante » (cf. l'amendement à l'article 19).

Les experts doivent être indépendants aussi bien vis-à-vis de l'industrie que du ministre.

Le paragraphe 3, enfin, complète l'article par les sanctions applicables en cas d'inobservation.

L'astreinte en constitue un élément important. En effet, le chiffre d'affaires de certaines industries est tel qu'une amende, quelle que soit sa hauteur, revient encore moins cher que de respecter la loi. Les astreintes élevées (ces montants doivent être multipliés par l'indice en vigueur pour les amendes) permettent d'exclure ces pratiques.

ART. 14

Au numéro 1 de cet article, insérer, après les mots « arrêté par », les mots « l'article 3bis, § 1^{er}, ».

De Minister tot wiens bevoegdheid Leefmilieu behoort, samen met Minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en Arbeid behoort brengen — na ontvangst van het nieuwe verslag van de fabrikant, na de fabrikant eventueel gehoord te hebben, en op gemotiveerd advies van een onafhankelijke wetenschappelijke commissie — een nieuw besluit uit over de veiligheid van de gewraakte industriële activiteit.

Dit besluit wordt genomen ten laatste één maand na ontvangst van de aanvraag van beroep. Dit besluit wordt aan de fabrikant medegedeeld binnen de week volgend op het besluit.

Tegen dit besluit kan door de fabrikant geen beroep meer worden aangetekend. Betreft het een industriële activiteit die bestaat op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, dan krijgt de fabrikant één maand na het toekomen van het nieuwe besluit de tijd de gewraakte activiteit te staken.

§ 3. De fabrikant die deze besluiten niet navolgt wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van 100 frank tot 100 000 frank of met één van die straffen alleen.

Hem wordt een dwangsom opgelegd van 100 frank tot 100 000 frank per dag dat hij de gestelde termijnen overschrijdt. »

Verantwoording

Deze paragrafen geven de Minister de konkrete instrumenten om handelend op te treden.

Paragraaf 1 geeft de Ministers de bevoegdheid om, naargelang het geval het opstarten of wijzigen van een industriële activiteit te verbieden indien deze te gevaarlijk worden geacht, of indien er onvoldoende maatregelen werden genomen om de risico's te beperken; in geval van een bestaand procédé zelfs om deze activiteit na een redelijke termijn te laten stopzetten.

De gestelde termijnen zijn zo gekozen dat er snel kan worden gehandeld zonder evenwel overhaast te werk te gaan. Ze bieden de fabrikant ook voldoende zekerheid en speelruimte.

Paragraaf 2 behandelt de mogelijkheid van beroep tegen de ministeriële beslissing.

Ook hier werd een zeer strak doch duidelijk tijdschema vooropgesteld. Belangrijk is hier het gemotiveerde advies van de « onafhankelijke wetenschappelijke commissie » (zie amendement bij artikel 19).

De experts moeten zowel onafhankelijk van de industrie als van de Minister zijn.

Paragraaf 3 tenslotte vervolledigt het artikel met de straffen in geval van niet-naleving.

De dwangsom is hierin een belangrijk element. Immers, de omzet in de bedoelde industrieën is soms zo groot dat een boete, hoe hoog deze ook moge wezen, nog goedkoper uitkomt dan de wet na te leven. De hoge dwangsommen (deze dienen vermenigvuldigd met de gangbare index voor boetes) maken deze praktijken echter onmogelijk.

ART. 14

In nummer 1 van dit artikel, na de woorden « vastgesteld door » in te voegen de woorden « artikel 3bis, § 1, ».

Justification

L'adjonction ici de l'article 3bis, § 1^{er}, entre dans la logique de l'article 14.

ART. 19

Compléter cet article par un § 3 et un § 4, rédigés comme suit :

« § 3. Le Roi détermine les conditions relatives à la composition de la « commission scientifique indépendante » visée à l'article 13bis.

§ 4. Le Roi nomme les membres de cette commission pour une période de trois ans. »

Justification

Le présent amendement traite de la composition de la commission dont l'importance a déjà été soulignée ci-avant. Pour en garantir l'indépendance, nous songeons en premier lieu à des professeurs d'université. Il est à noter qu'entreront en ligne de compte pour en faire partie non seulement des ingénieurs civils, mais aussi et surtout des chimistes, des pharmacologues, des biologistes, etc.

Verantwoording

Het ligt in de logica van artikel 14 zelf dat het artikel 3bis, § 1, hier wordt ingevoegd.

ART. 19

Dit artikel aan te vullen met een § 3 en een § 4, luidende :

« § 3. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de samenstelling van de « onafhankelijke wetenschappelijke commissie » bedoeld in artikel 13bis.

§ 4. De Koning benoemt de leden van deze commissie voor een periode van drie jaar. »

Verantwoording

Dit amendement behandelt de samenstelling van de commissie waarvan we het belang hoger reeds uiteenzetten. Om de onafhankelijkheid te waarborgen wordt in de eerste plaats aan universiteitsprofessoren gedacht. Het moge duidelijk zijn dat hiervoor niet slechts burgerlijk ingenieurs, maar ook — en vooral — chemici, farmacologen, biogen e.a. in aanmerking komen.

E. GRYP.